

SOUS LA DIRECTION DE **Jean-Claude Girondin**

NOUVEAUX REGARDS SUR L'ESCLAVAGE



Jean-Claude Girondin

(Sous la direction de)

Nouveaux regards sur l'esclavage

*Josépha Faber-Boitel, Sébastien Fath, Jacques Buchhold,
Alain Nisus, Bernard Salvaing, Jean-François Zorn,
Frank Bourgeois †, Majagira Bulangalire, Jacob Labeth,
Philippe Chanson, Daniel Maximin, Olivier Abel*

empreinte
temps présent.

Sommaire

Avant-propos 9

Jean-Claude Girondin, docteur en sociologie à l'EPHE (section des sciences religieuses) et président de l'association AGAPÉ Guadeloupe

Introduction 13

Josépha Faber-Boitel, docteur ès lettres et sciences humaines

Les facteurs déterminants de la prise de conscience des Français dans le débat actuel sur l'esclavage et la colonisation 17

Sébastien Fath, chercheur au CNRS (Groupe Sociétés Religions Laïcités, EPHE/CNRS)

L'apôtre Paul et l'esclavage 43

Jacques Buchhold, professeur de Nouveau Testament à la Faculté Libre de Théologie Évangélique de Vaux-sur-Seine

Un Éthiopien peut-il changer sa peau?

Le traitement des différences phénotypiques dans la Bible 57

Alain Nisus, Dr en Théologie de l'ICP et de la KUL, est professeur de théologie systématique à la FLTE

Quelques principes déterminants des missionnaires 83

Bernard Salvaing, professeur agrégé d'histoire contemporaine, Université de Nantes

Du commerce négrier au combat abolitionniste

L'implication du protestantisme français dans l'esclavage des noirs 95

Jean-François Zorn, professeur émérite d'histoire du christianisme à l'époque contemporaine, Institut Protestant de Théologie – Faculté de Montpellier

Les écrivains abolitionnistes noirs et la religion des maîtres 115

Frank Bourgeois†, pasteur de l'Église Réformée de France, doctorant en théologie et en histoire et civilisations britannique et américaine

**Les philosophes des Lumières et l'abolition de l'esclavage :
l'écueil de la tolérance?** 143

Majagira Bulangalire, président de la Communauté des Églises d'expression africaine en France

L'esclavage dans la littérature antillaise contemporaine 153

Jacob Labeth, professeur agrégé d'histoire-géographie, doctorant en littérature

Entre mémoire de l'esclavage et rêves d'humanité :

« La vision prophétique du passé » des écrivains antillais 175

Philippe Chanson, théologien de l'Université de Genève et docteur en anthropologie de l'Université de Louvain (Laboratoire d'Anthropologie Prospective)

**Du devoir de mémoire au droit à l'histoire,
l'expérience des cultures de la Caraïbe** 213

Daniel Maximin, poète, romancier et essayiste d'origine guadeloupéenne

La mémoire et l'oubli, remarques à partir de Paul Ricœur 229

Olivier Abel, professeur de philosophie éthique, Institut Protestant de Théologie – Faculté de Montpellier

Conclusion 247

Annexes 255

Bibliographie 257

Avant-propos

Jean-Claude Girondin

Cet ouvrage, *Nouveaux regards sur l'esclavage*, est le fruit d'un colloque qui s'est tenu du 10 au 12 mai 2007 à Montreuil sur le thème: «Christianisme, Esclavage, Liberté et Mémoire». La problématique générale de cette rencontre s'appliquait à l'histoire de l'Afrique et des Antilles, et donc en particulier aux tragédies que constituent les traites négrières, l'esclavage, la colonisation et le devenir des descendants d'esclaves et des sociétés post-esclavagistes. Les conférenciers tout au long du colloque à travers différentes interventions ont transbordé et promené leurs auditeurs dans un voyage intercontinental: l'Europe, l'Afrique, l'Amérique. Autrement dit, ils nous ont fait découvrir le commerce triangulaire, notamment à travers le film émouvant de Guy Deslauriers (*Le passage du milieu*) dans lequel nous aurions pu entendre la voix du poète saint-lucien Derek Walcott: «Where are your monuments, your battles, martyrs? Where is your tribal memory? Sirs, in that grey vault. The sea. The sea has locked them up. The sea is History.»: *Où sont vos monuments, vos batailles, martyrs? Où est votre mémoire tribale? Messieurs, dans ce gris coffre-fort. La mer. La mer les a enfermés. La mer est l'Histoire.* (Derek Walcott, *The sea is history*, 1979, Antilles, États-Unis).

Ainsi, vague après vague, ensemble nous avons traversé les océans (image de l'inconscient collectif antillais) qui nous ont plongés dans l'horreur de l'esclavage et les lames de fond de la culture créole (Chanson, Labeth, Maximin).

L'objectif principal de ce colloque organisé par l'association Agapé France (une association membre de la Fédération Protestante de France et du Conseil National des Évangéliques de France) était d'apporter une contribution protestante évangélique au devoir de mémoire, au droit à l'histoire et aux questions que soulèvent les problématiques mémorielles en France hexagonale et en outremer.

Cette contribution voulait être une ouverture à l'autre, à son humanité: c'est-à-dire au respect de sa dignité. Tout en reconnaissant l'esclavage comme crime contre l'humanité, elle se dresse contre le culte de la mémoire: l'enfermement et les concurrences mémorielles (les crispations identitaires). Comme le note l'historien Jacques le Goff: « La mémoire ne cherche à sauver le passé que pour servir au présent et à l'avenir. Faisons en sorte que la mémoire collective serve à la libération et non à l'asservissement des hommes ». L'abolitionniste noir Frédéric Douglass fait quant à lui justement remarquer: « Le passé ne nous importe que s'il est utile au présent et à l'avenir ».

Finalement, ce colloque se voulait refus et promesse, refus de la barbarie humaine et promesse d'un vivre ensemble meilleur.

Ainsi abordé dans une approche interdisciplinaire à travers plusieurs thématiques relevant de l'histoire, de la philosophie, de la théologie et de la sociologie, ce colloque s'est intéressé, au-delà de la l'aspect historique (l'histoire de l'esclavage et de ses abolitions), aux empreintes de l'esclavage dans le monde contemporain. Autrement dit, à l'actualité des Droits de l'Homme et de l'esclavage moderne: selon les chiffres de l'UNICEF, il y a

entre 700 000 à 2 millions de femmes et d'enfants entraînés dans ce commerce chaque année en Asie du Sud-Est, l'Afrique de l'Ouest et du Centre comme les régions du monde les plus touchées.

J'adresse mes vifs remerciements à mon ami Eddy Nisus, pasteur et professeur d'histoire et à Josépha Faber-Boitel, Docteur ès lettres et sciences humaines, qui m'ont aidé à la préparation définitive du manuscrit remis à l'éditeur.

Je tiens aussi à exprimer ma reconnaissance aux éditions Empreinte temps présent qui ont bien voulu accepter de publier cet ouvrage.

Je remercie enfin Sébastien Fath pour sa relecture attentive du manuscrit.

Introduction

Josépha Faber-Boitel

La mémoire de traumatismes tels que l'esclavage et le commerce triangulaire est-elle appréhendée dans toutes ses dimensions ? Dans la psychologie humaine, la mémoire consiste à être capable de conserver et de rappeler des informations ou des expériences passées. Ainsi, le vivant se caractérise par la faculté de se projeter vers l'avenir à partir de ce qui a été vécu. Et si l'histoire constitue une mémoire, il est vrai aussi que la mémoire fait l'histoire. Si bien qu'il faut se méfier de ne retenir que des fragments ponctuels et terrifiants de la traite négrière.

En effet, il ne s'agit pas d'effectuer un *mea culpa* sur un passé qualifié de mauvais par une lecture rétrospective sujette à une guerre des mémoires. Il ne s'agit pas non plus d'entrer dans une polémique sur le souvenir lui-même et le doute ou l'indignation qu'il éveille en France hexagonale ou outremer.

Certes, il peut exister des écarts entre histoire et mémoire et des ambiguïtés sur le «devoir de mémoire». Quant aux stratégies de commémoration, elles relèvent d'une orchestration politique du besoin de se raconter au niveau national.

Comment s'exprimer sur l'esclavage, la liberté et la mémoire sans devenir compassionnels ou victimaires, identitaires incertains ou revanchards ? La réponse est d'aborder la problématique

de ces thèmes au regard du Christianisme afin de trouver un chemin de vie et de réconciliation.

Cette démarche se retrouve dans la « Prière de Paix » du grand poète sénégalais Léopold Sédar Senghor, écrite après la seconde guerre mondiale. Dépassant la seule réflexion sur la colonisation, ses vers sont une invocation et un appel à aimer même ses ennemis.

*Et ils les ont dressés à coups de chicotte, et ils ont fait d'eux les
mains noires de ceux dont les mains étaient blanches.
Car il faut bien que Tu oublies ceux qui ont exporté dix mil-
lions de mes fils dans les maladreries de leurs navires
Qui en ont supprimé deux cents millions. [...]
Et voilà que le serpent de la haine lève la tête dans mon cœur,
ce serpent que j'avais cru mort...
Tue-le Seigneur, car il me faut poursuivre mon chemin, et je
veux prier singulièrement pour la France.*

C'est dans la compréhension et la réconciliation entre un passé douloureux et un présent en travaux que la pensée chrétienne trouve sa place. Léopold Sédar Senghor nous donne une didactique pour gérer les initiatives mémorielles afin que toute mémoire soit reconstruction mais aussi rédemption. Car si nous sommes faits de l'empreinte de ceux qui ont disparu, nous héritons autant de la victime que du bourreau d'une mémoire façonnée par l'histoire. Toute mémoire sera donc métissée.

Dans tous les cas, il est essentiel de savoir poser les bonnes questions, pour une meilleure compréhension de l'humain qui est au cœur de la réflexion chrétienne, anthropo-théologique et historique. Se succèdent donc des mises au point qui empruntent plusieurs voies.

Ces textes constituent une réflexion, d'une part sur les épreuves de la traite et l'esclavage des Noirs ainsi que de la colonisation, d'autre part sur un art de la mémoire qui relève du vrai civisme et va au-delà vers l'amour du prochain et vers le pardon. Certains partent de la structure du présent pour ouvrir le champ de la mémoire comme d'autres redonnent vie à des questionnements antérieurs portés par le texte biblique jusqu'à notre époque actuelle. Des témoignages sont extraits du passé pour devenir des faits de mémoire marquants et sont confrontés à la profondeur de l'Écriture.

C'est grâce à de telles démarches intellectuelles, culturelles et personnelles que la conscience collective lutte contre l'oubli. C'est une telle dynamique spirituelle qui peut donner sens à notre parcours terrestre en nous faisant souvenir de notre humanité et mémoire partagées avec d'autres hommes. C'est notre regard de chrétiens qui, dans une société, encore à construire définit ce qui constitue pour nous notre héritage. Notre regard chrétien sur l'esclavage d'hier et d'aujourd'hui détermine donc une mémoire particulière pour demain. Elle devra s'inscrire dans un système collectif dépositaire d'informations dont la compréhension peut alors être susceptible d'évoluer.

Ainsi, la mémoire de la culture des grandes civilisations cesse de se fonder sur l'ignorance ou le refus des autres mémoires – celles des peuples dits opprimés, « les damnés de la terre » pour reprendre une terminologie du psychiatre martiniquais Frantz Fanon. Quant à la question de l'esclavage, sa mémoire redevient une propriété tout aussi individuelle que collective. L'essentiel demeure que ces textes nous racontent une histoire et n'oublions pas que « le récit, c'est la mémoire » comme le rappelle Michel Serres. Espérons que de ce récit nouveau naîtra une mémoire nouvelle, ciment pour construire une identité qui sera la communion des altérités.

Les facteurs déterminants de la prise de conscience des Français dans le débat actuel sur l'esclavage et la colonisation

Sébastien Fath

Le 27 avril 1848, le gouvernement provisoire de la Seconde République signait un décret préparé par le député de la Martinique et de la Guadeloupe, Victor Schoelcher, déclarant l'abolition de l'esclavage « dans toutes les colonies et possessions françaises ». Après une première tentative mal réalisée en 1794¹, une page se tournait enfin, rideau pudique sur ce qui a précédé... Pourtant, entre 1620 et 1848, « environ 4 millions de femmes, d'hommes et d'enfants ont connu l'esclavage colonial » sous la férule française². Plus d'un siècle et demi plus tard, y-a-t-il aujourd'hui réelle prise de conscience de l'ampleur des dégâts causés par l'esclavage et la colonisation ? Oui et non.

1. Le 4 février 1794, la Convention abolissait l'esclavage dans les colonies, accordant la citoyenneté française aux affranchis tout en interdisant la traite des Noirs... Mais Bonaparte revient en arrière en 1802.

2. Ces chiffres sont fournis par Frédéric Régent, *La France et ses esclaves, de la colonisation aux abolitions, 1620-1848*, Paris, Grasset, 2007. Ce livre est la première synthèse globale sur l'esclavage dans l'ensemble des colonies françaises sur l'ensemble de la période.

Oui, au sens où l'espace médiatique et politique s'est enfin emparé de la question depuis le 150^e anniversaire de l'abolition de l'esclavage, en 1998. Longtemps marginalisées, que ce soit dans les grandes liturgies nationales ou les manuels scolaires, ces thématiques ont aujourd'hui quitté la périphérie de nos points aveugles, pour entrer au cœur du débat public.

Non, au sens où la population française reste comparative-ment beaucoup moins sensible à ces questions qu'à l'histoire du syndicalisme ou des congés payés³.

On s'inscrit dans une logique de tension et d'évolution, pas encore achevée, qui s'appuie sur des facteurs macrosociaux (1) et des variables communautaires (2), ouvrant sur une prise de conscience accrue mais inachevée et parfois ambiguë (3).

1. À l'échelle macrosociale : le contexte de « l'âge de l'authenticité »

Du point de vue de l'ensemble de la société française (échelle macrosociale), force est de constater que les choses ont changé depuis un quart de siècle. Après avoir longtemps jeté un voile assez pudique sur le passé colonial, et les exactions qu'il pouvait comporter, les plus hautes autorités françaises ont décidé de faire face aux pages sombres du récit national, en acceptant, au besoin, de passer par la case « repentance ». On a pu l'observer à des degrés divers au sujet de Vichy, de la Guerre d'Algérie, mais aussi de l'esclavage. Outre la mise en place d'un Monument à la mémoire de l'esclavage au Jardin du Luxembourg (2007), puis la pose d'une stèle commémorative (2011), le Panthéon, tem-

3. On pourrait donner d'autres exemples, empruntés à d'autres mémoires enchâssées dans le récit national. Voir Geoffrey Grandjean et Jérôme Jamin, *La concurrence mémorielle*, Paris, Armand Colin, 2011.

ple de la mémoire nationale, porte la marque de cette évolution. Victor Schœlcher (1949), Condorcet et l'abbé Grégoire (1989) ; Toussaint Louverture et Louis Delgrès (plaque en 1998), Aimé Césaire (place apposée en 2011) témoignent d'une prise de conscience⁴.

L'instauration de la journée commémorative du souvenir de l'esclavage et de son abolition, par le président de la République française, Jacques Chirac, est un autre signe tangible, presque fondateur. Fixée au 10 mai sur proposition de Maryse Condé, présidente du Comité pour la Mémoire de l'Esclavage (CPME), rebaptisé Comité pour la Mémoire et l'Histoire de l'Esclavage⁵, cette journée commémorative du souvenir de l'esclavage et de son abolition a été célébrée pour la première fois en 2006⁶.

Elle s'inscrivait dans la continuité de la proclamation de la traite négrière comme crime contre l'humanité, par la totalité de la représentation nationale, le 10 mai 2001, au sénat⁷, trois ans après la commémoration des 150 ans de l'abolition de l'esclavage en France, en 1998. Lors de la première journée commémorative, Jacques Chirac déclarait : « Cette première journée à la mémoire de l'esclavage et de ses abolitions constitue une étape très importante pour notre pays. D'autant plus impor-

4. Marc Dorigny, Bernard Gainot, *Atlas des esclavages de l'Antiquité à nos jours*, Paris, Autrement, 2013 (nouvelle éd. augmentée), p. 84.

5. Le Comité pour la mémoire de l'esclavage a été créé en France le 5 janvier 2004 par décret. Il a changé de nom le 6 mai 2009 pour intégrer l'histoire dans son titre. Il témoigne de la volonté nationale de développer une sensibilisation des citoyens à la mémoire oubliée de l'esclavage, à partir d'un effort de réflexion, d'analyse (histoire) et de commémoration.

6. Deux ans après que l'UNESCO, en 2004, ait promu à l'échelle mondiale une « Année internationale de commémoration de la lutte contre l'esclavage et de son abolition ».

7. Loi Taubira : Loi n° 2001-434 du 21 mai 2001 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crime contre l'humanité.

tante que, depuis toujours, l'Outre-Mer a partie liée avec la République et participe à la nature même de notre identité française⁸».

Comment expliquer que la France ait franchi cette « étape » ? Au-delà du rôle parfois décisif joué par certaines personnalités, au premier rang desquelles on doit placer l'actuelle garde des sceaux et ancienne députée de Guyane, Christiane Taubira, de multiples grilles d'explications pourraient être invoquées. Parmi ces schémas d'analyse, l'approche de Charles Taylor, qui décrit notre temps comme « l'âge de l'authenticité », paraît pertinente. Trois éléments entrent en jeu.

1/1. La dissémination sociétale de la culture démocratique

Le premier élément constitutif de notre temps est l'ancrage en profondeur d'une culture démocratique, qui ne se limite pas aux institutions, mais qui pénètre très profondément dans la société civile, avec en particulier le développement d'internet, des forums participatifs, qui permettent à des acteurs jadis marginalisés, cantonnés aux marges du débat national, d'intervenir de manière ouverte dans les grands enjeux publics. Pour Charles Taylor, cette culture démocratique en quelque sorte banalisée, est une composante de ce qu'il appelle « l'âge de l'authenticité⁹ », que l'on pourrait rapprocher de ce que Jean-Paul Willaime décrit comme l'ultramodernité. Cette étape est caractérisée par une poursuite de la modernité des grands récits émancipateurs qui ont modelé notre monde contemporain, à commencer par

8. Extrait de l'Allocution de M. Jacques Chirac, Président de la République, à l'occasion de la première journée commémorative dans l'Hexagone, du souvenir de l'esclavage et de son abolition, 10 mai 2006.

9. Voir Notamment Charles Taylor, *The Ethics of Authenticity*, Harvard, Harvard University Press, 2005.

les Droits de l'Homme... Mais cette modernité apparaîtrait moins orgueilleuse, moins paternaliste, moins dogmatique que durant les trente années d'après Seconde Guerre mondiale. Elle devient plus pragmatique, plus empirique. L'idéologie recule devant l'expérience, et surtout, les citoyens manifestent une demande accrue d'information, d'expertise. Ils veulent être partie prenante, ils souhaitent s'investir eux-mêmes¹⁰. Cette dissémination accrue de la culture démocratique à l'intérieur de la société civile s'observe, en France, avec l'essor des associations loi 1901 et des radios libres de la bande FM sous les années Mitterrand, puis avec l'impact de la révolution numérique dont les Français se sont emparés (forums, blogs) pour s'exprimer comme jamais, allant jusqu'à infléchir les campagnes présidentielles 2007 puis 2012 dans un sens plus « participatif ».

On peut faire l'hypothèse que cette diffusion de la culture démocratique au sein de la société civile, corollaire des prémisses de ce que Philippe Portier décrit comme une « politique de la sensibilité¹¹ », a accéléré la prise de conscience de certains impensés nationaux. Ce contexte a permis à des acteurs associatifs, des sportifs, des artistes – Yannick Noah, Lilian Thuram ou, dans un tout autre registre, Dieudonné... – de faire remonter les aspirations jusque-là tues d'une partie de la population française, en particulier d'Outre-mer, marquée par l'héritage douloureux de l'esclavage.

10. Pour une définition de l'ultramodernité articulée aux enjeux de recomposition du protestantisme, voir Jean-Paul Willaime, « Protestantisme établi et protestantisme de conversion : les recompositions du protestantisme en ultramodernité », in Jean-Pierre Bastian (éd), *La recomposition des protestantismes en Europe latine. Entre émotion et tradition*, Genève, Labor et Fides, 2004/1, p. 13 à 25.

11. Philippe Portier, « Raison et sentiment. Remarques sur les conditions de possibilité d'une politique de la sensibilité », in Pierre Gisel *e.a.*, *Le déni de l'excès. Homogénéisation sociale et oubli des personnes*, Paris, Hermann, 2011.

NOUVEAUX REGARDS SUR L'ESCLAVAGE

Cet ouvrage porte sur l'histoire douloureuse de l'esclavage et de ses abolitions, sur l'actualité des Droits de l'Homme et sur l'avenir des sociétés post-esclavagistes, le tout dans la perspective de l'impérieuse nécessité du vivre ensemble au-delà de nos différences.

Il éclaire également la relation énigmatique voire ambiguë que la chrétienté, par la trahison du christianisme, – religion d'amour et de liberté – a entretenue avec la traite négrière et l'esclavage. Il pose la question de l'apport de l'Église – porteuse d'un message de libération et de réconciliation – au débat social, culturel et politique sur l'éthique du souvenir (devoir de mémoire) ou sur le droit à l'histoire et des réponses spécifiques qu'elle saura apporter aux conséquences de l'esclavage.

Avec lucidité spirituelle et rigueur intellectuelle, les auteurs nous conduisent au-delà des pièges de l'inertie mémorielle et de la mémoire victimaire ; ils nous ouvrent à la mémoire partagée.

Olivier Abel, Frank Bourgeois †, Jacques Buchhold,
Majagira Bulangalire, Philippe Chanson, Jean-Claude Girondin,
Josépha Faber-Boitel, Sébastien Fath, Jacob Labeth, Daniel Maximin,
Alain Nisus, Bernard Salvaing, Jean-François Zorn

Ouvrage dédié au Mémorial ACTe

ISBN 978-2-35614-092-0



9 782356 140920

www.editions-empreinte.com

18,00 €